

CHRISTINE BARD (DIR.) : *LES FÉMINISTES DE LA PREMIÈRE VAGUE*

Thierry Delessert

Editions Antipodes | « [Nouvelles Questions Féministes](#) »

2017/1 Vol. 36 | pages 118 à 121

ISSN 0248-4951

ISBN 9782889011292

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-nouvelles-questions-feministes-2017-1-page-118.htm>

Pour citer cet article :

Thierry Delessert, « Christine Bard (dir.) : *Les féministes de la première vague* », *Nouvelles Questions Féministes* 2017/1 (Vol. 36), p. 118-121.
DOI 10.3917/nqf.361.0118

Distribution électronique Cairn.info pour Editions Antipodes.

© Editions Antipodes. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Christine Bard (dir.) : *Les féministes de la première vague*¹

Par Thierry Delessert²

Comme le relève Christine Bard dans l'introduction à ce livre qu'elle coordonne, une «féministe» doit se comprendre comme une «femme qui dérange» et, plus encore, comme une «femme exceptionnelle», à l'instar de la suffragiste française Hubertine Auclert (1848-1914), qui est la première à se qualifier de féministe en 1882. Cette clé de lecture nous permet de comprendre la démarche générale de cet opus : faire advenir un «féminisme mémoriel» sortant les femmes de leurs invisibilités historiographiques. Même celles qui sont les moins effacées de l'histoire, généralement les plus radicales et les intellectuelles, ont été longtemps réduites à des caricatures, sous l'effet des attributs péjoratifs attachés au terme «féministe». Tel fut le cas de Simone de Beauvoir (1908-1986), trop souvent considérée comme «l'éternelle seconde» de Jean-Paul Sartre (1905-1980) – ce que les analyses de Sylvie Chaperon relativisent fortement³.

Cet opus est divisé en trois parties contenant principalement des biographies originales et extrêmement bien documentées des «féministes de la première vague». Leurs récits de vie sont complétés par quelques articles plus contextuels nous amenant, notamment, à voir une période de l'histoire française durant laquelle la majorité des associations sont mixtes, puis deviennent, progressivement, de plus en plus féminines ou féministes. Enfin, si la notion de «vague» fait référence à une clé de lecture plus contemporaine, elle n'est pas à comprendre comme postulant des phases résolument en rupture entre elles. Aussi le cadrage temporel proposé va-t-il de la fin du XIX^e siècle aux années 1940.

La première partie, intitulée «La diversité culturelle», nous fait entrer dans une période où l'activisme féminin dans des organisations traditionnelles, religieuses ou philanthropiques peut mener à des engagements féministes. Parmi l'ensemble des actrices présentées dans cette partie, je

1. Christine Bard (dir.) (2015). *Les féministes de la première vague*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, coll. Archives du féminisme, 229 pages.

2. Thierry Delessert est actuellement chargé de cours au Centre en Études Genre à la Faculté des sciences sociales et politiques de l'Université de

Lausanne et collaborateur scientifique de l'École de santé publique de l'Université libre de Bruxelles (CRISS-CR5).

3. Sylvie Chaperon (2000). *Les années Beauvoir*. Paris : Fayard.

prends ici pour exemples Sarah Monod (1836-1912) et Julie Siegfried (1848-1922). Celles-ci sont, respectivement, fondatrice du Conseil national des femmes françaises (CNFF, créé en 1901) et sa successeure à la présidence. Toutes deux, décorées de la Légion d'honneur, proviennent de familles bourgeoises protestantes et ont été d'abord actives dans les soins et les bonnes œuvres, avant de s'engager en faveur des filles-mères, de la réforme du Code civil et du droit de vote et d'éligibilité féminin. Les autres articles montrent des phénomènes similaires dans la communauté juive ou encore au sein de la franc-maçonnerie, quoique avec des temporalités différentes. Quelques voix dissidentes se font néanmoins entendre, comme celle d'Anna Lampérière (née en 1854), auteure du livre *Le rôle social de la femme: devoirs, droits, éducation*, paru en 1898. Se revendiquant d'un courant «solidariste» devant se développer via l'éducation de toutes les femmes, elle a été perçue en son temps comme «antiféministe» pour sa non-adhésion aux aspirations bourgeoises dominantes.

La deuxième partie de l'opus, «La question sociale», nous amène à voir le rôle fédérateur du CNFF en matière de travail féminin, d'éducation et de formation. Dans un contexte où la France se laïcise, les femmes commencent à pouvoir accéder à des emplois qualifiés dans l'enseignement et les soins, et aussi entrer dans les Facultés de médecine et de droit. En outre, le développement du secteur tertiaire crée de nouveaux emplois féminins dans les administrations publiques. Les biographies présentées nous permettent de rencontrer des femmes aux parcours et engagements forts différents. Sur le plan de la défense du travail féminin, Jeanne Bouvier (1865-1952), ouvrière à domicile, se démarque en devenant une syndicaliste reconnue au sein de la Confédération générale du travail, puis en obtenant que ce type de salariat soit régi par la loi sur le travail. Pour sa part, Marguerite Thibert (1886-1982), socialiste et pacifiste convaincue, est nommée experte à l'Organisation internationale du travail. Elle y développe un «féminisme d'expertise» qui va mener à l'interdiction du travail féminin de nuit dans les industries en 1934. Enfin, Marcelle Legrand-Falco (1880-1985) consacre sa vie à la lutte contre la réglementation de la prostitution qui laisse, dans les faits, de trop grandes marges d'interprétation aux maires et aux polices des mœurs, ce qui restreint la liberté individuelle des femmes l'exerçant.

Dans le domaine de l'éducation et de la santé, deux biographies nous montrent que des alliances ambiguës se forment entre les féministes et les femmes exerçant dans ce domaine. D'une part, Cécile Brunschvig (1877-1946), provenant d'une famille aisée, a été à la tête de la section travail du CNFF, ce qui provoqua des tensions avec les femmes socialistes. Aspect moins connu, elle est la première femme à être nommée dans un exécutif à la tête du Secrétariat à l'éducation nationale du gouvernement de Léon Blum (1872-1950), en 1936, en dépit de ses origines bourgeoises. D'autre part, Constance Pascal (1877-1937) est l'une des premières femmes psychiatres en France – bien moins visible que Madeleine Pelletier (1874-1939), dont l'engagement militant fait figure de modèle par ses

radicalisations⁴. Constance Pascal, tant pour maintenir sa réputation de médecin que pour échapper aux opprobres des féministes bien-pensantes, adopte officiellement sa propre enfant naturelle, en fait issue d'une relation illégitime, maintenant ainsi cette filiation dans le secret. Depuis, son œuvre est menée «en coulisses» en faveur de la reconnaissance des «filles-mères».

Enfin, les biographies de la dernière partie, intitulée «Les enjeux internationaux», éclairent quelques aspects d'un féminisme transnational en train de se constituer avant la Première Guerre mondiale, puis de se consolider au sein des institutions internationales après 1918. Ghenia Avril, originaire de Sainte-Croix (Suisse), présente une trajectoire sociale aussi étonnante que passionnante: fille d'un policier, orpheline à l'âge de 16 ans, elle fait son apparition comme journaliste à Paris en 1893. Entretemps, elle a été vraisemblablement engagée comme gouvernante auprès de familles aisées polonaises et russes. Forte de son plurilinguisme, elle succède à Julie Siegfried (dont j'ai parlé plus haut) à la tête du CNFF, est nommée représentante à la Société des Nations (SDN) dans la commission contre la traite des enfants et des femmes, puis milite à Paris pour l'abolition de la prostitution. Femme tout aussi exceptionnelle, Marya Chéliga (1853-1927) est la fondatrice de l'Union universelle des femmes, créée en 1889 et à l'origine d'une première forme de «féminisme pacifiste». Polonoise issue d'une famille aristocratique, elle s'émancipe dès l'âge de 16 ans, voyage et publie des lettres et des romans avant de se réfugier en France en raison de ses positions critiques à l'encontre de la Russie tsariste. Enfin, Germaine Malaterre-Selier (1889-1967) est une figure de la deuxième génération du féminisme pacifiste international. Provenant de la haute bourgeoisie parisienne, elle s'engage comme infirmière lors de la guerre 14-18 et sa présence à Soissons lors de la prise de la ville par les Allemands, fin août 1914, la propulse comme une héroïne de guerre sous la plume des journalistes. Après la guerre, elle est la première Française à être nommée comme «conseiller technique» à la SDN. Cette fonction, bien plus politique que d'expertise sectorielle, lui sert de base pour un engagement naturalisant le rôle des femmes, réduit à celui de mères dans le but de promouvoir la paix en Europe.

Ce compte rendu ne fait qu'évoquer les biographies de quelques femmes d'exception, mais il invite déjà à (re)voir une période riche et emplie de contradictions. Tout autant, il tient à souligner que la présence publique des femmes a été une réalité avérée, dépassant le simple fait de leur non-droit de vote et d'éligibilité. Par ailleurs, la collection de biographies et d'articles de l'ouvrage nous permet de comprendre que le «féminisme de la première vague» est principalement inséré dans une nébuleuse bourgeoise

4. Voir Christine Bard (1992). *Madeleine Pelletier (1874-1939). Logique et infortunes d'un combat pour l'égalité*. Paris: Côté-Femmes.

réformatrice européenne. Ces nouvelles classes sociales éduquées, se performant comme un « corps d'État » au sens d'Émile Durkheim (1858-1917)⁵, ont de fréquents échanges entre elles. En conséquence, les femmes qui en sont issues sont des « élites », au même titre que les hommes, si ce n'est que, concernant ceux-ci, l'« Histoire » prétendument objective se charge de porter et de perpétuer leur mémoire. Pour contrer l'invisibilité des femmes dans l'historiographie, il faut constituer des fonds d'archives et, à ce titre, on peut considérer cet ouvrage dirigé par Christine Bard comme un moyen de rendre public l'importance salutaire des fonds que récolte le Centre des archives du féminisme à Angers⁶. À ce titre aussi, on attend avec impatience la prochaine parution d'un *Dictionnaire des féminismes* qui succédera à ce livre. ■

5. Voir Pierre Birnbaum (1976). « La conception durkheimienne de l'État : l'apolitisme des fonctionnaires ». *Revue française de sociologie*, 17 (2), dossier « À propos de Durkheim », pp. 247-258.

6. [www.archivesdulfeminisme.fr/les-activites/le-centre-des-archives-angers/].